

Le HCP revoit à la baisse la croissance pour 2014

Le Haut Commissariat au Plan a encore une fois révisé le taux de croissance de l'économie nationale pour 2014. Après avoir tablé sur 2,5% en juin dernier, puis sur 2,6% en janvier 2015, le HCP ne s'attend plus qu'à 2,2%. Soit 0,8 point de moins que le taux annoncé par le gouvernement le 5 mars dernier.



La valeur ajoutée agricole a baissé de 1,4% après une hausse de 21,2% en 2013, tirant vers le bas la croissance économique en 2014.

La croissance économique en 2014 n'en finit pas d'être revue à la baisse. Le Haut Commissariat au Plan (HCP) estime ainsi dans sa dernière prévision, que l'économie nationale n'aurait crû que de 2,2% l'année passée. Soit 0,3 point de moins par rapport à l'estimation (2,5%) annoncée par le même HCP au mois de juin 2014. Il est à noter que l'institution d'Ahmed Lahlimi tablait encore sur une croissance de 2,6% pour 2014 dans son Budget économique prévisionnel 2015 rendu public le 20 janvier dernier. Le gouvernement suivra-t-il, en procédant, de son côté, à une autre révision à la baisse du taux de croissance du PIB en 2014 ?

Il est à rappeler que les résultats préliminaires de l'économie nationale présentés par le ministre de l'Économie et des finances, Mohamed Boussaïd, le 5 mars dernier, font ressortir un taux de croissance de 3% pour l'exercice 2014. Niveau inférieur d'un point à celui retenu par le gouvernement dans la loi de Finances, qui était de 4% ; un objectif jugé alors optimiste par la plupart des institutions et organismes écono-

miques aussi bien nationaux qu'internationaux. Cet objectif avait déjà subi une révision au milieu de l'exercice. Le ministre de l'Économie et des finances avait indiqué, le 16 juillet dernier, que le taux de croissance économique devrait se situer à 3,5% en 2014.

En ce qui concerne la dernière révision à la baisse du HCP, elle s'appuie sur l'arrêté des comptes nationaux du quatrième trimestre 2014 qui fait état d'une évolution du PIB de 1,8% au cours de ce trimestre, au lieu de 4,6% durant la même période de l'année 2013. Ce net ralentissement s'explique, selon le HCP, par une chute drastique de la valeur ajoutée agricole, affichant un recul de 1,4% après une hausse de 21,2% un an auparavant. Par contre, celle des activités non agricoles est arrivée à se maintenir, enregistrant même une légère amélioration, passant de 2 à 2,3%.

Ce ralentissement économique est aussi alimenté par une décélération de la demande aussi bien intérieure qu'extérieure.

En effet, la demande intérieure s'est accrue plus lentement qu'au cours de la même période en 2013 (2,8% au lieu

de 2,9%), ce qui n'empêche toutefois pas sa contribution à la croissance de s'améliorer, passant de 2,3 à 3,5 points. De même, les échanges extérieurs ont été moins dynamiques au dernier trimestre 2014. En effet, les exportations ont accusé un repli de 0,8% au lieu d'une hausse de 6,1%, une année plus tôt, au moment où les importations ont augmenté de 3%, contre une baisse de 0,2% une année auparavant. De ce fait, les échanges extérieurs nets ont contribué négativement à la croissance avec 1,7 point au lieu d'une contribution positive de 2,3 points.

L'arrêté des comptes nationaux du HCP fait également ressortir une baisse du revenu national brut disponible (le revenu global de la nation, obtenu par la

somme du PIB et des revenus nets reçus de l'extérieur) de 0,4% au quatrième trimestre 2014, après avoir progressé de 7,5% le même trimestre de l'année 2013. Cette évolution est attribuée à une régression de 48,7% des revenus nets reçus du reste du monde et une hausse de 3,1% du PIB aux prix courants. Au total, la consommation finale a augmenté de 3,8% au lieu de 5,9% et l'épargne nationale s'est contractée, passant de 28,8% du PIB à 24,7% seulement. L'investissement brut a également reculé à 30,8% du PIB après avoir atteint 33,9% un an auparavant. Dans ces conditions, le besoin de financement de l'économie nationale a connu une augmentation passant de 5,1 à 6,1% du PIB, conclut le HCP. ■

Lahcen Oudoud

L'épargne nationale s'est contractée, passant de 28,8% du PIB au quatrième trimestre 2013 à 24,7% seulement un an après.